

Scott Atran: «La mort prochaine de Daech est une illusion»

MEDIAPART | 2 MAI 2016 | PAR JOSEPH CONFAYREUX

L'anthropologue Scott Atran, qui a mené avec ses équipes plusieurs études auprès des djihadistes, cerne les raisons ayant permis l'essor de l'État islamique, les pistes pour le combattre et les illusions sur sa prochaine disparition. Entretien.

Scott Atran, anthropologue américain, enseignant à l'université d'Oxford et à l'université du Michigan, était de passage en France à l'occasion de la publication de son ouvrage, *L'État islamique est une révolution* (Les liens qui libèrent).

L'anthropologue et ses équipes ont notamment observé une bataille récente dans le nord de l'Irak entre les djihadistes et les forces de la coalition, durant laquelle ils ont pu constater la puissance de la « *volonté de se battre* » des membres de l'EI, appuyée sur « *l'engagement pour la cause et la notion de camaraderie* ». À partir de ces différents terrains, il juge que « *ce dont nous avons besoin, c'est donc d'une nouvelle stratégie militaire, politique et psychologique, adaptée à la nature très particulière de la révolution de l'EI (des infrastructures dispersées, des allégeances tribales et religieuses, des valeurs très différentes, etc.)* ». Entretien. Il y montre pourquoi l'État islamique (EI) peut constituer un projet mobilisateur, comparable à un mouvement politique moderne de nature révolutionnaire pour une multitude de personnes d'origines et de statuts sociaux très divers. « *On aurait tort de voir dans la révolution menée par l'EI un simple retour à un passé médiéval, écrit-il. L'idée n'a pas plus de sens que celle selon laquelle le Tea Party aux États-Unis voudrait revenir à 1776...* » Pour lui, en conséquence, « *réduire l'État islamique à une simple déclinaison du terrorisme ou de l'extrémisme violent, c'est masquer la véritable menace qu'il représente* ».

Y a-t-il encore beaucoup de choses qu'on peut savoir, et qu'on ne sait pas, sur l'EI, à ce point sous le feu des projecteurs depuis les attentats de Paris et Bruxelles qu'il se publie des livres chaque mois sur le sujet ?

Le tissu social et religieux, les idées, les désirs, les rêves et les histoires des combattants de l'EI demeurent mal connus, ou de façon superficielle. Et la réalité de l'EI est interprétée en fonction des conséquences que cette organisation a sur nos sociétés, en se focalisant sur des causes qui peuvent nous paraître familières mais ne rendent pas compte de la puissance d'attraction de l'EI. Nous recourons à des notions vides de sens, comme celle de nihilisme ou de lavage de cerveau. Et nous rabattons la violence de l'EI sur la seule que nous connaissons : la violence criminelle. Si des individus se rallient à cette violence, ce ne peuvent être que des criminels.

On n'explique pas ainsi d'où vient ce mouvement global capable de susciter l'adhésion de dizaines de milliers de personnes venues d'une centaine de pays, et qui a réussi à constituer, en deux ans, un foyer pérenne au milieu du Moyen-Orient en dépit d'une coalition de 60 nations contre lui. Faire des combattants de l'EI des nihilistes, c'est s'interdire de comprendre l'intégrité et le caractère moral, dans leur logique, de leur engagement. Mais il faut pour cela comprendre que des hommes et des femmes préfèrent rejoindre une organisation qui prône des principes nets, mais à l'opposé des valeurs occidentales, comme par exemple la hiérarchie entre les sexes.

La thèse de « *l'islamisation de la radicalité* » proposée par Olivier Roy pour expliquer le terrorisme de l'EI ne vous satisfait pas. Pourquoi ?

Olivier Roy, en dépit de la qualité de son travail, me paraît construire son analyse à partir du cas particulier de la France. Dans ce pays, les points chauds sont certes des quartiers où l'on peut constater ce qu'il décrit, mais en Grande-Bretagne, les points chauds sont d'abord les universités et, au Soudan, l'EI recrute parmi les populations les plus aisées. Un ami me racontait récemment que les 17 meilleurs étudiants de la meilleure fac de médecine de Khartoum venaient de rejoindre l'EI.

Certes, il existe en France des problèmes de marginalisation et de criminalisation, une quête d'identité difficile qui peut pousser certains jeunes à rejoindre l'EI, mais cela explique trop ou trop peu. Si l'on estime qu'il existe peut-être 3 000 jeunes musulmans impliqués dans les réseaux radicaux et terroristes, il faut comparer ce chiffre aux 20 millions de Français qui doivent être en quête d'identité et aux, disons, 3 millions de musulmans qui sont marginalisés. Un gouvernement qui penserait empêcher l'existence de ces 3 000 personnes en réduisant les problèmes de ces trois millions de musulmans marginalisés ferait fausse route, même si cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire pour ces trois millions. C'est comme vouloir tuer une mouche avec un énorme canon.

Comme l'a bien montré le prix Nobel d'économie Gary Becker, on devient un petit criminel pour des raisons liées à un rapport entre coût et opportunité, quand il est difficile de s'immiscer dans la vie de la majorité et qu'il existe des réseaux préalables qui permettent de vivre d'une petite criminalité. L'État islamique vient dire à ces petits criminels, en activité ou en devenir : « *Utilisez le savoir-faire que vous avez été forcé d'apprendre pour libérer non seulement vous-même, mais vos congénères et l'humanité tout entière.* » Tout mouvement révolutionnaire – et l'État islamique est une révolution –, tout mouvement politique important, repose sur une base initiale susceptible de recevoir le message. Cela a été vrai pendant la Révolution française ou la révolution bolchevique. En France ou en Belgique, la base réceptive au message de l'EI se trouve dans l'univers de la petite criminalité, notamment parce que les jeunes musulmans se trouvent surreprésentés dans les prisons.

Tous les entretiens que mon équipe et moi-même avons pu faire avec des individus passés par Al-Nosra ou l'EI montraient qu'ils avaient eu le sentiment de passer d'un destin minable à celui de sauveur. Et plusieurs de mes étudiants m'ont dit ensuite : « *Moi aussi, j'aimerais avoir la possibilité de faire quelque chose de grandiose.* »

Le pouvoir énorme de l'EI vient de là, quel que soit le cas particulier de la France. Le pouvoir d'attraction de l'EI est de pénétrer n'importe quel milieu et de rechercher, de façon intime, les frustrations, les revendications, les ambitions, pour les marier à leur propre récit et plan d'action. Pour recruter et convaincre une seule personne, ils peuvent dépenser des centaines d'heures. C'est pour cela que les contre-récits déployés par certains gouvernements, les « centres de déradicalisation » qui ressemblent à des centres pour fumeurs ou à des centres de redressement pour petits criminels, sont ridicules et incapables de faire contrepoids à la force de conviction de l'EI.

Vous écrivez que ce qui explique la force de l'EI et la détermination de ses combattants, c'est l'engagement pour la cause et l'esprit de camaraderie. Comment le combattre alors ? L'option militaire, si elle n'est pas suffisante, ne demeure-t-elle pas nécessaire ? Quels enseignements tirez-vous de la bataille de Kudilah, dans la province d'Erbil, dans le nord de l'Irak, qui opposait l'État islamique à des tribus arabes sunnites alliées à des Kurdes de l'armée irakienne nationale et à des peshmergas du Gouvernement régional kurde, et que vous avez pu observer de près ?

Que ce sera très difficile. Dans cette localité, les habitants ont, à l'origine et en quelques semaines, accepté l'État islamique, qu'ils appelaient Al-Thawra, « *la révolution* ». Les militants de l'EI ont annoncé une amnistie générale pour tous les habitants, puis se sont progressivement renseignés sur ceux qui avaient été policiers ou avaient fait de la politique et les ont tous exécutés. Mais ils se sont aussi adressés aux plus pauvres en leur demandant : « *Pourquoi ce cheikh, qui est pourtant de ta famille, possède-t-il plusieurs voitures, des terres et une grande maison alors que toi, tu n'as rien ? Prends et sers-toi.* » Les alliés sunnites de la coalition internationale sont principalement des cheikhs de tribus ou de familles importantes. Que vont-ils faire s'ils reprennent les villages ? Est-ce qu'ils vont reprendre leurs terres et tuer les pauvres qui occupent leurs maisons ? Un cheikh qui a été tué la semaine dernière en combattant l'EI m'avait expliqué qu'il se fichait bien de l'Irak mais qu'il voulait récupérer sa maison tombée aux mains « *d'un fils de pute de sa famille* »...

Et la « *volonté de se battre* » des combattants de l'EI est bien supérieure à ce que j'ai pu voir de l'autre côté, sauf chez certains combattants kurdes. Ils s'appuient notamment sur les « *inghamasi* » (littéralement, « *ceux qui plongent* »), des combattants kamikazes portant

des gilets explosifs que l'EI envoie au front au début des attaques. De plus, le matériel de l'EI ne ressemble pas à des colonnes de blindés qu'on peut détruire facilement par des bombardements. Il est diffus et nomade.

En outre, quand le commandement américain m'explique que la coalition va bientôt disposer de douze bataillons, soit 50 000 hommes, pour reprendre Mossoul, où se trouveraient environ 10 000 combattants de l'EI, cela marche dans une théorie militaire classique, avec une coordination parfaite entre les différentes unités de l'armée. Mais l'armée irakienne est très loin de ça ! Même quand il y a une prétendue opération conjointe entre les peshmergas kurdes et l'armée irakienne, elle ne se fait en réalité qu'avec les combattants kurdes au sein de cette armée irakienne. Il y a des divisions entre Kurdes et sunnites, entre sunnites, entre sunnites et chiites, qui se doublent d'une méfiance de tous envers les États-Unis.

Je me suis entretenu avec un haut gradé de la coalition qui me disait qu'en dépit du sentiment croissant de parvenir à contenir militairement l'EI, voire de grignoter son territoire, cela allait mal, en raison de ces divisions, et parce qu'on avait moins repris, que détruit, Ramadi. Et il ajoutait : « *On ne peut pas faire la même chose à Ramadi et à Mossoul, une ville de près de 2 millions d'habitants. Vous pensez qu'en reprenant et détruisant Grozny, les Russes ont obtenu l'adhésion des Tchétchènes ? Ils ont surtout préparé les guerres futures.* »

Si l'on réussit à résoudre tous ces problèmes *a priori* insolubles, on va certes peut-être parvenir à dégonfler l'attraction du djihad, car sans l'extension permanente du califat, le projet de l'EI perdra de son pouvoir de fascination. Une force militaire écrasante pourrait donc détruire le commandement, l'organisation et l'armée actuelle de l'EI. Mais que deviendrait le monde sunnite, de plus en plus fragmenté ? Et qu'a-t-on à proposer si l'on réussit à défaire l'EI sur le plan militaire ?

Que peut-on alors envisager ?

Il faut regarder de près le profil de ceux qui rejoignent l'EI ou Al-Qaïda. Ce ne sont pas des individus, mais des groupes d'amis, des frères, des parents, des connaissances de quartier. Si j'étais un enquêteur, la seule chose que je demanderais aujourd'hui à Salah Abdeslam, c'est s'il sait pourquoi quelqu'un à l'intérieur de son cercle proche ne rejoindra jamais les groupes terroristes. Qu'est-ce qui fait que Mohamed Abdeslam n'a pas suivi le même parcours que ses frères Salah et Brahim ? Si l'on réussit à répondre à cette question, on fait un long chemin pour savoir ce qui peut faire tampon à cette contagion.

Dans toutes mes enquêtes, j'ai pu constater que toutes les activités terroristes et criminelles reposaient sur un vaste réseau social, qui n'a rien à voir avec ces activités terroristes et criminelles, mais sans lequel ces activités ne pourraient exister. Pourquoi, à Molenbeek, Salah Abdeslam a-t-il pu trouver refuge pendant des mois alors qu'il était recherché par toutes les polices ? Parce qu'il était caché par des proches appartenant au même milieu de vie que lui, qui ne sont pas du tout terroristes, mais ont dressé des murailles avec le reste de la société plus solides que des murailles d'acier hautes de deux mètres.

Si l'on veut lutter efficacement contre le terrorisme, il n'y a pas d'autre choix que de s'engager – cela ne veut pas dire s'infiltrer – au plus près de ce monde que nous ignorons. Si l'on continue de se contenter de réunions d'experts sur la déradicalisation, on aura seulement des querelles scolastiques sans efficacité. Je suis sur la même ligne que Churchill qui affirmait que, pour battre Hitler, il était prêt à faire un pacte avec le diable. Je suis pour faire des pactes, au Moyen-Orient, avec Al-Nosra, avec Al-Qaïda, avec qui il est désormais possible de parler, et en Occident avec tous les salafistes et les islamistes qui sont prêts à vivre avec nous sans vouloir en finir avec toutes nos valeurs libérales. Cela ne veut pas dire se compromettre, la liberté d'expression ou d'opinion n'est pas négociable. Mais il faut s'associer avec les personnes qui agissent dans leurs propres communautés, en leur laissant une autonomie pour le faire, sans essayer de les détruire, de les coopter ou de les assimiler.

J'ai été envoyé au Maroc par le département d'État américain pour « évaluer » un programme d'aide destiné à créer des structures d'accueil pour des jeunes défavorisés dont on craignait qu'ils ne deviennent djihadistes, et pour lequel l'US Agency for International Development avait dépensé des millions de dollars. J'y ai découvert des groupes de jeunes qui regardaient quelques sites djihadistes, mais aussi des sites pornographiques, et qui s'étaient inventé une appartenance, une identité et une langue à eux, faite d'un mélange de français, d'anglais, d'espagnol et d'arabe. Aucun d'eux ne comptait partir faire le djihad. J'ai dit au département d'État que c'était le meilleur programme que j'eusse vu depuis longtemps, mais ils ont décidé de le fermer immédiatement, en disant que jamais le Congrès américain ne pourrait accepter que le contribuable américain paye pour cela...

Que répondez-vous à tous les gouvernements qui vous consultent pour savoir quoi faire face au djihadisme ?

Je leur dis d'abord d'arrêter de faire ce qu'ils font. Non seulement ça ne marche pas, mais cela nourrit les futurs actes terroristes. Le 11-Septembre a coûté 400 000 dollars à Al-Qaïda et les États-Unis ont ensuite dépensé 4 000 milliards de dollars pour faire la guerre au terrorisme, alors que l'insécurité liée au terrorisme n'a fait qu'empirer. Quand on répète *ad nauseam* la

même chose qui ne fonctionne pas, en psychologie, on appelle cela de la folie. Les gouvernements ont investi dans des recettes qui répondent à des cadres de pensée dont ils n'arrivent plus à se départir, en dépit de la réalité.

Ensuite, je leur explique que la solution au terrorisme qui se pratique au nom de l'islam ne viendra ni de moi, ni des dirigeants, mais des communautés musulmanes engagées dans leur contexte local. J'ai été invité à Singapour, pour parler aux dirigeants musulmans. Ils ont commencé à m'expliquer leur problème avec un PowerPoint présentant les trois causes principales, selon eux, de la radicalisation : les revendications, l'idéologie et la dynamique de groupe. Je les ai arrêtés en leur demandant pourquoi ils appliquaient d'emblée un schéma élaboré par quelques chercheurs du King's College London et si cela pouvait s'appliquer à leurs jeunes à eux. Ils m'ont répondu que ce n'était pas le cas, mais qu'ils n'étaient pas d'accord entre eux et qu'ils avaient donc préféré adopter un cadre explicatif lointain... Nous accordons bien trop peu d'attention aux questions psychologiques et sociales, qui ne peuvent se résoudre que dans leurs contextes et avec des acteurs engagés, même si ce n'est pas en offrant de meilleurs jobs aux djihadistes potentiels que nous résoudrons les problèmes.

On entend de plus en plus dire que l'EI recule, territorialement, financièrement et politiquement : pourquoi jugez-vous qu'on se berce d'illusions sur la mort prochaine de l'EI ?

Tout ce bruit de fond qu'on entend dans les médias me paraît effectivement prématuré. Même si l'on réussissait à tuer quiconque s'identifie aujourd'hui comme appartenant à l'EI, les mêmes problèmes se perpétueraient, voire s'aggraveraient. En Irak, entre 2007 et 2009, pendant ce qu'on appelle le *surge*, on a éliminé 80 % des effectifs d'Al-Qaïda, qui s'était déjà, alors, renommé EEIL (État islamique en Irak et au Levant). En dépit de l'élimination de 10 à 15 000 cibles « de haute valeur », comme on disait, les paiements aux familles des martyrs, les impôts prélevés, la structure de commandement n'ont pas disparu. Et l'organisation s'est même renforcée à la faveur du chaos syrien...